

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

GUINÉE : LE COLONEL MAMADY DOUMBOUYA MET 42 GÉNÉRAUX À LA RETRAITE

Le président de la transition guinéenne, le colonel Mamady Doumbouya a procédé à d'importants remaniements au sein de la haute hiérarchie militaire. Dans une série de décrets publiée mardi soir 12 octobre, les piliers de l'ancien régime déchu d'Alpha Condé, ont été simplement mis à la retraite par les nouveaux maîtres de Conakry. Ces changements dans l'armée interviennent alors que les Guinéens attendent avec impatience la nomination du futur gouvernement.

ALGÉRIE : NOUVELLE CONDAMNATION DE DEUX ANS FERME POUR SAÏD BOUTEFLIKA

Frère cadet du défunt président Abdelaziz Bouteflika, Saïd Bouteflika, a été condamné par la tribunal d'Alger à deux ans de prison ferme pour avoir entravé « le bon déroulement de la justice ». Le parquet avait requis contre lui sept ans de prison pour « incitation à la falsification de documents officiels » et « abus de fonction ». La justice poursuit dans cette même affaire plusieurs autres responsables de l'ancien régime en Algérie.

SÉNÉGAL : HEURTS ENTRE PARTISANS DE L'OPPOSANT SONKO ET MEMBRES DU PARTI PRÉSIDENTIEL

Les affrontements entre les partisans d'Ousmane Sonko, leader du parti d'opposition le Pastef, et de Doudou Ka de l'APR, parti du président Macky Sall, ont eu lieu lundi 11 octobre dans l'après-midi à Zinguichor, en Casamance. Plusieurs blessés ont été recensés dans les deux camps et l'ambiance est tendue à quelques mois des élections locales prévues en janvier 2022.

Tunisie : le sommet de la Francophonie officiellement reporté d'un an

Josiane MBANG NGUEMA (Sce RFI)
Libreville/Gabon

Le 18e sommet de la Francophonie, initialement prévu sur l'île de Djerba en novembre, a été officiellement reporté d'un an hier mercredi 13 octobre, « afin

de permettre à la Tunisie de pouvoir organiser cette instance importante dans les conditions les plus optimales », selon un communiqué émanant de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et du ministère tunisien des Affaires étrangères. Lors d'une réunion du Conseil permanent de l'OIF, la veille, les représentants des 88 Etats avaient déjà convenu de repousser l'échéance à l'automne 2022. La décision a été motivée en grande partie par la situation politique en Tunisie. « Les discussions ont abouti au consensus des représentants des Etats membres concernant la Tunisie, hôte de ce sommet, et le report de la date de sa convocation sur l'île de Djerba à 2022 afin d'assurer une large participation au plus haut niveau et de ne pas avoir à le tenir à distance »

« Les discussions ont abouti au consensus des représentants des Etats membres concernant la Tunisie, hôte de ce sommet, et le report de la date de sa convocation sur l'île de Djerba à 2022 afin d'assurer une large participation au plus haut niveau et de ne pas avoir à le tenir à distance »



Photo: DR

Le sommet de Francophonie est reporté à l'année prochaine.

bec remettent en cause la gestion même de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Officiellement, la France reste neutre : « Nous étions favorables à toute solution agréée entre l'OIF

et la Tunisie », a déclaré une source de l'Elysée. Mais Paris était de plus en plus mal à l'aise face au durcissement politique tunisien, dénoncé ouvertement par des avocats et militants des

droits de l'homme en Tunisie et en France.

La décision du report doit cependant être formellement adoptée lors d'une conférence ministérielle de la Francophonie.

Uhuru Kenyatta reçu à la Maison blanche aujourd'hui



Photo: DR

Le président kenyan Uhuru Kenyatta a été reçu par Joe Biden.

JMN
Libreville/Gabon

Le président kenyan Uhuru Kenyatta, va achever ce jeudi à la Maison blanche, une visite officielle aux États-

Unis. Ce sera la première visite d'un chef d'Etat africain depuis l'élection de Joe Biden à la présidence en 2020.

Joe Biden et Uhuru Kenyatta se connaissent personnellement depuis des années. Ce jeudi, les sujets

de discussion ne manquent pas entre les deux hommes : commerce bilatéral, transparence de la finance internationale, défense de la démocratie, paix et sécurité régionales et dérèglement climatique sont officiellement à l'agenda.

Un autre sujet dominera leurs échanges, celui de la guerre en Éthiopie, pour laquelle le président kenyan a redit qu'il n'y avait « pas de solution militaire » mardi, après sa rencontre avec le secrétaire général de l'ONU.

Le Kenya préside actuellement le Conseil de sécurité et partage la position qui consiste à appeler à un dialogue politique, qu'Addis-Abeba refuse pour l'instant.

Les deux chefs d'État discuteront sans doute aussi du verdict de la Cour internationale de justice qui a donné raison à la Somalie contre le Kenya mardi, dans la dispute maritime entre les deux pays.